

Exposé de M. Jean-Michel BOUCHERON (PS)

M. Boucheron

La défense s'évalue en termes de rapports de force. Nous devons être déterminés à nous faire respecter et nous en donner les moyens.

M. BOUCHERON - Merci, Amiral. J'aborderai peut-être le sujet d'une façon différente de mon collègue Jacques Boyon, tout simplement pour varier les plaisirs. Quelques commentaires seront peut-être aussi différents sur le fond.

Je crois qu'il n'y a pas de problèmes de défense qui ne s'analysent en termes de rapports de force, en termes d'affichage de rapports de force. La paix, ce n'est pas gagner la guerre. La paix, c'est montrer qu'on est prêt à faire la guerre et qu'on s'est doté des moyens de la gagner. Puisque, aujourd'hui, il est évident qu'il nous faut mettre en place une défense européenne, essayons de trouver les moyens qui seront les nôtres, de montrer que nous avons une détermination à nous faire respecter et que nous nous en donnons les moyens. Cette détermination à se faire respecter est populaire d'abord, il n'y a pas de peuples se laissant aller, de peuples décadents, qui soient durablement respectés dans l'histoire. Donc détermination populaire, détermination industrielle et détermination politique aussi.



La détermination est d'abord populaire. Nous ne sommes pas insulaires. La conscription est un outil essentiel, même contre des agressions de type terroriste

Détermination populaire. Là, vous me permettez une première divergence avec Jacques Boyon. Dans un pays continental comme le nôtre, je n'imagine pas que nous puissions afficher une détermination populaire dès lors que l'outil de la conscription aurait disparu. On peut se permettre cela quand on est insulaire comme l'Angleterre ou l'Amérique, qu'on est entouré de grandes étendues d'eau qui, évidemment, posent des problèmes d'agression de ces pays d'un ordre différent. Quand on est un pays continental, la détermination populaire que nous devons être capables de montrer, le cas échéant, - pas forcément d'ailleurs dans un contexte conventionnel classique d'invasion par le saillant de Thuringe, mais peut-être aussi dans une agression de type terroriste, nouvelle manière, très étendue sur le pays avec des armes traumatisantes -, l'outil de la conscription est capital. Je dirai au passage que je regrette très profondément l'abandon de cet outil.

Le "Rendez-vous citoyen" qui devrait remplacer cette conscription n'est pas sérieux.

Il n'y a pas de formule intermédiaire entre armée de conscription et armée de métier.

Si le volontariat est gratuit, on n'aura personne. S'il est payé, ce sera un « SMIC jeunes » et tous seront dans la rue. Je reste partisan de la conscription qui affiche la volonté populaire.

Quant au « rendez-vous citoyen », Amiral, économisez vos notes au ministre, c'est de la rigolade. Cela n'a rien à voir avec la conscription. Outre que cela pose de multiples problèmes, cela coûtera cher. La défense se ridiculisera dans cette affaire et le rendez-vous citoyen, qu'il soit de quinze, de huit ou de cinq jours, ce sera pareil, à savoir qu'il n'y aura plus de conscription, qu'il n'y aura plus de rapport entre l'armée et la nation. Par conséquent, autant que cela dure trois heures. Pour moi, il n'y a pas de formules intermédiaires entre l'armée de conscription et l'armée de métier. C'est binaire. Alors, pour se donner bonne conscience, on cherche des trucs à mi-chemin, mais ils ne tiendront pas la route ni l'épreuve des faits. Je suis convaincu, Amiral, je suis même prêt à parier, que si ce choix était fait, dans très peu de temps nous serions revenus aux trois jours, voire aux trois heures et rien de plus. J'ajoute que le volontariat m'inquiète beaucoup car celui-ci n'existe pas : ou le volontariat est gratuit et il s'appelle le bénévolat, donc il n'y aura personne ; ou le volontariat est payé, et cela s'appelle le salariat, on crée alors des postes et, dans ce cas, on va se tourner vers le ministre du Budget ; ou encore le volontariat payé peut l'être par une simple incitation, cela s'appelle le SMIC jeunes et cela mobilise les peuples et la jeunesse, mais dans la rue cette fois, contre le gouvernement et non pour la défense du pays.

Donc, tout cela, à mon avis, ne tient pas la route, excusez ma brutalité, mais c'est un point qui me motive beaucoup et je suis très, très, très déçu par les

décisions qui sont prises. D'autant plus qu'électoralement, je suis un homme politique, je préférerais rentrer chez moi en disant en réunion publique aux jeunes têtes blondes : « *Eh bien ! restez donc chez papa-maman, d'autres s'occuperont de votre sécurité* ». Politiquement, c'est beaucoup plus facile. Ma position n'est pas simple, à défendre la thèse que je défends aujourd'hui. Ce n'est pas pratique en campagne électorale de dire aux jeunes : « Il faut faire un effort au service du pays, il faut faire cet effort *ensemble* ». Cette volonté populaire sera difficile à afficher en cas de problème.

La détermination industrielle ressort de la loi de programmation.

Nos entreprises sont bien gérées, ont d'excellentes techniques, mais pas de commandes.

Elles sont dès lors en position de faiblesse dans les négociations avec les entreprises allemandes ou anglo-saxonnes.

Nous devrions être maîtres d'oeuvre dans l'Europe industrielle de l'armement mais nous n'avons pas de chiffre d'affaires.

En position de faiblesse, faudra-t-il "acheter sur étagère" ?

Cet affaiblissement m'inquiète

La volonté politique : en temps de paix, les neutres n'auront un rôle que dans des discussions sans portée. En temps de crise, seuls compteront les pays amenés à prendre des décisions.

Deuxième volonté, la détermination industrielle. On a voté une loi de programmation militaire. On peut envisager des diminutions de dépenses militaires, encore que, pour la première fois depuis une très longue période, le Congrès des États-Unis, il y a quinze jours, vient de voter de nouveau une remontée d'un certain nombre de crédits. Il est évident qu'il faut aller vers une diminution de nos dépenses militaires. Les choix du gouvernement sont donc très difficiles. Cela dit, en termes de volonté industrielle, faisons très attention car c'est un élément de notre défense et nous sommes en train de priver nos entreprises de commandes. Nos entreprises ne sont pas mal gérées, ce ne sont pas des canards boiteux. Si elles ont des difficultés, c'est parce qu'elles manquent de commandes. Mettez le PDG le plus génial du monde à la tête du GIAT, de la DCN ou de la SNECMA, si vous êtes patron d'une entreprise qui fabrique des moteurs d'avions et qui n'a aucune commande de moteurs d'avions, vous pouvez être le manager le plus génial du monde, vous serez évidemment confronté à d'énormes problèmes. À la limite, cela pourrait n'être qu'un problème passager. Mais la question est que cela met nos entreprises dans des situations de négociation avec les autres entreprises européennes, notamment allemandes et britanniques, voire américaines, extrêmement faibles. Car nous avons, et nous avons encore une industrie militaire, fleuron de l'Europe, fleuron des entreprises françaises.

Honnêtement, au vu de nos programmes militaires, dans tous les domaines, nous avons quasiment les meilleurs programmes européens si l'on exclut quelques programmes finalement assez marginaux. Sur les programmes majeurs, nous avons les meilleurs programmes européens. Nous devrions être leaders dans la fabrication de l'Europe industrielle. Alors, nous allons négocier avec des entreprises allemandes ou anglaises et allons leur dire : nous voudrions bien nous associer, nous marier, etc., mais manque de chance, nous n'avons pas de chiffre d'affaires. Nous avons de bons laboratoires, de bons prototypes, cela marche très bien, mais nous n'avons pas de chiffre d'affaires à aligner. Cela ne facilite pas les choses dans une négociation.

Est-ce que je suis hors sujet ? Pas du tout. Pas du tout, puisqu'en fait la construction de la défense européenne, qu'on le veuille ou non, est une logique de rapports de force politique avec l'Amérique à l'intérieur de l'OTAN, j'y reviendrai tout à l'heure. Le point industriel est capital car, dès lors que nous plierons le genou dans le domaine industriel, tôt ou tard on nous proposera ce qu'on appelle pudiquement des « achats sur étagère ». Que sont les « achats sur étagère » ? Quand on regarde le marché mondial de l'armement, c'est, qu'on le veuille ou non, de l'achat de matériel américain ou, en tout cas, de matériel à très forte densité de composants américains. Auquel cas, sur le long terme, nous n'aurions que peu de marge de manoeuvre.

C'est là mon deuxième sujet d'inquiétude. Il est moins dur, moins immédiat que la suppression de la conscription. Il s'agit de l'affaiblissement de notre système industriel, un affaiblissement grave : 30 % de chiffre d'affaires en moins, en dix-huit mois, c'est dur. Or, cet affaiblissement important de notre appareil industriel intervient au moment même où nous entrons dans des discussions stratégiques avec l'Amérique sur la défense de l'Europe. Cette conjonction défavorable de données, de facteurs, personnellement, m'inquiète beaucoup.

Sur les problèmes plus politiques, c'est là que les « neutres » interviennent. Tout à l'heure, je disais que la défense était une question de rapports de force, et le sujet très intéressant et d'ailleurs très original de votre conférence de ce soir illustre un peu mon propos, à savoir le rôle que joueraient ces « neutres » là-dedans. Mais, soyons clairs, ils ne joueront aucun rôle sauf, peut-être en période de paix et tant que l'on discutera docilement dans les salons de l'avenir stratégique

de l'an 3.000. Le jour où il y aura une menace, seuls évidemment les pays majeurs seront amenés à prendre les décisions: la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne. Je les cite dans le désordre, mais nous pourrions les citer dans un ordre inverse. Ce sont évidemment les trois piliers. Parce qu'il y a des pays qui sont officiellement neutres, que l'on connaît bien, qui sont diplomatiquement neutres, puis il y a des pays qui sont neutres sans le dire car, enfin, combien de divisions, entre nous... ? Moi je veux bien entendre, et cela m'arrive malheureusement souvent, les grandes pensées géostratégiques de tel ou tel ministre des Affaires étrangères, de tel ou tel ministre européen à qui j'ai envie de demander: « *Monsieur, combien de chars, combien d'avions, combien d'hommes sur le terrain ?* ».

La défense de l'Europe repose sur trois piliers France, Grande-Bretagne, Allemagne. Le problème de décision est à régler avec le partenaire américain.

Soyons sérieux. Qu'on le veuille ou non, la défense de l'Europe, c'est bien l'affaire des trois pays piliers : la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne. Ces trois pays ont un problème politique décisionnel à régler avec le grand partenaire américain. Pour moi, cela se résout à cela. Maintenant, que les « neutres » participent aux conversations, si on n'est pas trop pressé et qu'on a envie de se distraire, je veux bien. Mais honnêtement, dès l'instant que l'on entrera dans les choses sérieuses, ce sera tout à fait secondaire. Du reste, tous les événements historiques majeurs l'ont prouvé, cela s'est toujours passé ainsi. Finalement, c'est dans la logique des choses.

Plutôt que de dissuasion concertée, je crois à la dissuasion par constat. Toute formalisation, en précisant des seuils, affaiblit la dissuasion

Dans le domaine de la dissuasion concertée, moi je suis un adepte de la dissuasion par constat, c'est-à-dire que toute volonté de formaliser les choses - de dire, en cas de menace, on n'interviendra qu'à ce moment précis et cela se passera de telle manière, etc. -, toutes ces discussions n'ont qu'un seul résultat, celui d'affaiblir la dissuasion. Ces discussions de formalisation - savoir qui appuiera sur le bouton, comment, avec l'accord de qui, etc., à partir de quel moment, est-ce que ce sera concerté et à quel moment ce ne le sera plus ? - ont pour conséquence de donner à l'adversaire potentiel toutes les données du jeu, autrement dit d'étaler les cartes sur la table. C'est pourquoi je ne suis pas partisan que nous formalisions ce qui serait, en cas de menace, une dissuasion concertée.

Le constat est que deux pays d'Europe ont l'arme nucléaire et que leurs destins sont liés.

Quel est le constat ? Deux choses sont apparues et seulement deux : deux pays ont une force de dissuasion, la France et la Grande-Bretagne. Premier constat. Deuxième constat, il n'existe pas de menace de ce niveau d'intensité qui pourrait « intéresser » un pays sans concerner l'autre, tout aussi fortement. Ainsi donc, premier constat : deux pays possèdent l'arme nucléaire. Deuxième constat, leurs destins sont absolument liés. À partir de ce moment-là, en cas de menace, il est évident que les conversations qui seraient nécessaires auraient lieu entre les décideurs, au rythme où ils le décideraient eux-mêmes et en fonction de la situation qu'on ne peut pas, évidemment, aujourd'hui imaginer et, j'irai au-delà, que l'on ne doit pas essayer d'imaginer. Nous constatons cette puissance dont nous disposons, nous constatons que nos destins sont liés. À partir de cela, face à une menace, l'essentiel de nos forces, l'action, nos modalités politiques de concertation s'inventeraient en temps réel et ce serait très bien comme cela.

En cas de menace, la concertation se ferait, en temps réel.

Les grands montages théoriques, je m'en méfie. Prenons la guerre du Golfe qui, huit jours avant l'invasion du Koweït, aurait pu imaginer que l'Amérique, la France et la Grande-Bretagne seraient alliées au Maroc, à l'Égypte, à la Syrie pour faire la guerre à l'Irak, avec la neutralité bienveillante de l'Iran et d'Israël ? C'est un cas de figure qu'aucun stratège n'aurait pu imaginer. Et pourtant, cela s'est fabriqué en quelques jours, par la nature des choses. Donc pour moi, la dissuasion évidemment sera concertée, mais comme le voudront les chefs d'État en place à ce moment-là, en fonction de la menace et le tout en temps réel car toute formalisation est un affaiblissement de notre défense.

L'OTAN : y rentrer ou pas ?

En fait, une logique géo-historique doit amener l'Europe à construire sa défense.

Dernier point, l'OTAN. Évidemment, c'est le grand sujet. Il est une discussion dans laquelle je me refuse d'entrer, celle de dire : « Quoi ? C'est scandaleux, le *gouvernement tourne le dos* à la tradition gaulliste, il rentre dans l'OTAN, il ne faut pas rentrer dans l'OTAN ». Puis, il y a ceux qui disent: « Mais si, il faut rentrer dans l'OTAN, toutes ces vieilles querelles sont maintenant bien finies ». Je ne suis d'accord ni avec une option ni avec l'autre. Personnellement, je crois qu'une logique historique et une logique géographique font que l'Europe doit doucement, tranquillement mais sûrement, construire sa défense et, qu'on le veuille ou non, cette défense devra de plus en plus être capable d'autonomie par rapport

Elle devra être capable d'autonomie envers l'Amérique.

Or, cette autonomie, nous n'en avons pas certains moyens techniques.

Et, politiquement, si certains pays sont mûrs, beaucoup ne veulent pas en entendre parler

Ils veulent vivre dans le mythe de la protection américaine.

Rien n'est pire que faire croire à ces pays qu'ils bénéficieraient de mécanismes automatiques.

Casser le mythe les déstabiliserait.

Alors jouons le jeu, entrons dans l'OTAN pour y faire entendre une logique de défense européenne et maintenons une logique de défense hors OTAN.

Il y a les vrais neutres et les faux, ceux qui ne se donnent pas les moyens d'exister.

à l'Amérique, parce qu'il est tout à fait probable que, dans l'avenir, des conflits, des dangers, des menaces interviendront en Europe, que nous, Européens, aurons envie de résoudre et, face au danger, l'Amérique nous dira : « Écoutez, ce n'est pas réellement notre affaire ». Reconnaissons que nous ne sommes pas trop loin de ce cas de figure en Bosnie, du temps où l'Amérique disait : « On ne veut pas mettre de GI à Sarajevo ». Il nous faut donc construire cette défense européenne. Or, nous n'en avons pas aujourd'hui les moyens et cela pour deux raisons. Techniquement, en matière de renseignement, en matière de commandement et de communication, de frappe précise, j'ajouterai peut-être une pincée de problèmes de contrôle aérien, toutes choses qui ne sont pas complètement hors de portée, nous avons besoin de l'OTAN. En revanche, si on raisonne sur quinze ans, et peut-être même moins, ces problèmes peuvent être résolus au niveau européen.

La deuxième raison, beaucoup plus importante celle-là, est qu'on ne peut pas aujourd'hui fabriquer une défense européenne autonome car bon nombre de pays européens ne veulent pas en entendre parler. Certes, la France, l'Allemagne, l'Espagne, la Belgique sont politiquement mûres pour envisager cette Europe de défense autonome. Mais il ne faut pas en parler à la Grande-Bretagne, pas plus qu'il ne faut en parler aux Danois, aux Néerlandais, aux Portugais ou aux Italiens qui sont assez frileux sur la question. Quant aux pays de l'Europe du Nord et les « neutres » qu'évoquait Jacques Boyon tout à l'heure, n'en parlons pas. Ils vivent dans ce mythe de la protection américaine. J'ai bien dit dans ce mythe. Mythe, mesdames et messieurs... Si la Russie, demain matin, voyait arriver le général Lebed et si au lendemain d'un putsch contre Eltsine - je fais de la politiqufiction -, nous admettons que ce brave général s'attaque à la Lituanie, croyez-vous que l'Amérique fera jouer l'article 5 pour venir au secours de la Lituanie ? Non. Croyez-vous que nous, nous irons à coups de GFIM au secours de la Lituanie ? Soyons sérieux. Non.

Or, il n'y arien de pire que de faire croire à ces pays que des mécanismes puissants pourraient jouer d'une façon automatique dans ce type de conflit. On a joué cette chanson-là au peuple tchèque en août 1968. On l'a jouée aux opposants irakiens au lendemain de la guerre du Golfe, je n'irai pas plus loin dans l'histoire, nous sommes bien d'accord ? La Pologne et autres... Sur ce point, il faut être sérieux. Ces pays vivent dans un mythe, le mythe de la protection du parapluie nucléaire américain. Cela pose problème. Chacun d'entre nous ici sait très bien qu'aucun président des États-Unis ne mettrait New York en péril pour sauver je ne sais quelle plaine centre-européenne, c'est évident. Tellement évident d'ailleurs que toute la stratégie atomique de l'OTAN dans les années 1960, la réponse graduée, n'était que cela, à savoir cette limite de la protection américaine. Donc ils vivent dans ce mythe et ils ne veulent pas le casser. Quand on discute avec des parlementaires de ces pays, au fond d'eux-mêmes, ils sentent bien que tout cela ne tient pas, mais il ne faut pas casser le mythe. Ils s'y refusent parce que cela ferait s'écrouler, avec leurs certitudes, un certain nombre de choses qui les mettraient eux-mêmes en péril, qui les déstabiliseraient. Donc le mythe existe, ils savent que c'est un mythe, mais ils ne veulent pas qu'on le casse. Eh bien ! jouons le jeu.

Je ne formule aucune critique, mais je fais partie des gens de l'opposition, et nous sommes peu nombreux, je dirais même que, là, je suis parfois un peu seul. Encore une fois, je ne critique pas la décision du gouvernement de mettre un orteil, voire le pied dans l'OTAN. À partir du moment où nous avons un morceau de défense européenne via l'Eurocorps, je pense que nous devons faire fonctionner les deux : une logique de défense européenne à l'extérieur de l'OTAN, avec ceux qui le veulent, et dans le même temps, ouvrons une logique de défense européenne à l'intérieur de l'OTAN en faisant progresser les négociations sur les GFIM. Ces deux logiques devront se rejoindre un jour. Je ne reproche donc pas au gouvernement sa stratégie. Je lui reproche d'aborder ces négociations en position de faiblesse à cause des décisions sur la conscription et le domaine industriel dont je parlais tout à l'heure. Ce n'est pas pareil. Je reproche la position de faiblesse, mais pas la logique.

Voilà comment, à mon avis, la défense européenne peut se construire dans l'époque où nous nous situons. Simplement, par rapport aux pays neutres, les vrais neutres ou les faux neutres, c'est-à-dire ceux qui ne le sont pas mais qui n'ont pas les

Comme pour la monnaie unique, l'Europe se fera autour d'un noyau dur.

moyens d'exister, je dirai simplement que, tout comme pour la monnaie unique, en matière de défense, l'Europe devra fonctionner par un système de noyau dur. Pour la monnaie, un certain nombre de pays constitueront les noyaux durs, leaders de l'Europe, pour fabriquer la monnaie unique. En matière de défense, un certain nombre de pays seront le noyau dur de la défense européenne. Ces pays sont évidemment les trois auxquels nous pensons : l'Allemagne, la Grande-Bretagne et nous-mêmes. Les autres pays, qu'ils soient neutres ou pas, qu'ils le veuillent ou non, que nous le voulions ou non, seront les spectateurs de cette pièce qui va maintenant se jouer et que nous devons concevoir dans une optique de long terme. Cela ne se jouera pas dans les trois ou quatre ans à venir, mais dans les quinze ans qui viennent. Simplement, il convient de ne pas rater et ne pas aborder cela dans une situation de faiblesse.

Voilà, Amiral, en m'excusant d'avoir été peut-être un peu long, ce que j'avais à vous dire sur ces points très précis.

L'AMIRAL LACOSTE - Merci beaucoup. Maintenant, nous allons demander à M. Voisin de bien vouloir s'exprimer sur ce sujet difficile.

Source "Défense Armée Nation"